

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le bilan de son voyage en République tchèque, les travaux de la Conférence intergouvernementale, l'élargissement de l'UE et de l'OTAN et les relations avec la Russie, Prague le 3 avril 1997.

Mesdames, messieurs,

- D'abord merci pour votre présence, je salue les journalistes tchèques et français, les autres aussi naturellement, et je les remercie pour leur travail pendant ce voyage.

- Je ne vous parlerai pas de ce que j'ai déjà dit ou fait et que vous connaissez. S'agissant de la position de la France à l'égard de la vocation européenne de la République Tchèque, ou s'agissant de nos relations bilatérales que je souhaite développer.

- Je voudrais simplement tirer une ou deux conclusions. D'abord une conclusion sur les rapports de la République Tchèque et de la France. Je souhaite que la France fasse un effort particulier pour retrouver avec la République Tchèque, les relations d'estime, de confiance et d'amitié qui ont été traditionnellement les nôtres et qui s'étaient, il faut le dire, effacées. Effacées d'abord par la crise de Munich qui, à juste titre, a été ressentie ici comme une trahison de l'Europe et peut-être plus encore de la France dans la mesure où les liens étaient forts entre nos deux nations. Ensuite, la période du communisme, naturellement, a augmenté cet éloignement entre nos deux pays.

- Lorsque les relations sont redevenues normales, ici un peu plus tard qu'avec la Pologne ou la Hongrie, par exemple, qui avaient évolué plus rapidement pour des raisons politiques. Il y a eu aussi quelques malentendus, d'ordre économique, je pense en particulier à l'affaire de l'entreprise française Total.

- Si bien que nous avons à la fois un capital que nous pouvons ensemble faire fructifier et quelques souvenirs que nous devons effacer. Et au fond, c'était le sens que je voulais donner à ce voyage.

- Parmi ces malentendus, dès les années 1990, il n'y a pas eu seulement quelques malentendus économiques, il y a aussi des malentendus politiques, notamment sur la conception que nous devions avoir de l'Europe. J'ai eu le sentiment dans mes entretiens que tout ceci s'effaçait, qu'on retrouvait et que revenait à la surface les sentiments d'estime et d'amitié qui nous furent communs.

Deuxième réflexion, j'ai déjà visité quatre des pays les plus importants de l'Europe centrale et orientale, je ferai d'autres visites dans cette région. Mais ceci m'a permis de vérifier deux réalités.

- La première c'est que l'Europe ne peut pas exister dans l'avenir si elle n'est pas réunie. La fracture de Yalta nous a fait beaucoup de mal, nous a beaucoup affaibli, elle doit être définitivement effacée. L'Europe ne sera une grande puissance dans le monde de demain, la première probablement, elle peut en avoir l'ambition, que si elle est réunie. Ceci suppose l'achèvement de l'Union européenne à vingt-six ou vingt-sept et suppose l'organisation de l'architecture de sécurité qui nous permettra de vivre sans préoccupation.

- Ici, on attache une très grande importance à l'élargissement de l'OTAN, et on a raison. Ce

problème sera définitivement acquis au prochain sommet de l'Alliance à Madrid. Mais au-delà, il y a la nécessité de pérenniser la paix, l'intégrité territoriale des Etats qui composent l'Union, la grande Union, la démocratie, le respect des identités et une certaine vision de l'homme et de celle des Européens. Tout cela ne sera possible que par la construction de cette grande Union européenne, c'est le défi que nous devons relever. Les pays de l'Europe centrale et orientale et les pays de l'Europe occidentale.

- C'est la conclusion que je tire de ces voyages que j'ai faits, dans ces pays qui ont tout leur avenir devant eux et la capacité et la volonté de l'assumer ensemble avec les pays de l'Europe occidentale. C'est pourquoi je rentrerai à Paris ce soir, trop vite malheureusement, avec une certaine confiance dans l'avenir.

- Voilà, je voulais faire ces deux observations, simplement, mais je suis naturellement prêt à répondre à vos questions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, que peut apporter la République Tchèque dans le cadre d'une construction européenne commune ?

- LE PRESIDENT.- Elle peut apporter et elle apportera son identité, sa capacité de travail, de création, une position géographique essentielle au coeur de l'Europe et puis, je le répète, il n'y aura pas d'Europe si chacun des pays n'y est pas associé et la République Tchèque est l'un des pays importants dans ce domaine.

- QUESTION.- Monsieur le Président, quels sont à votre avis les principaux obstacles à l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe centrale, notamment la République Tchèque ?

- LE PRESIDENT.- D'obstacle pour l'adhésion de la République Tchèque à l'Union européenne, je n'en vois aucun. Naturellement, il y a des dispositions à prendre pour s'adapter aux règles de la Communauté. Le Gouvernement tchèque est tout à fait déterminé à le faire et déjà, en sept ans, il a accompli des progrès prodigieux. Donc je ne vois pas d'obstacle.

- Si vous me demandez pour l'ensemble des pays, naturellement chacun de ces pays n'est pas au même niveau de développement économique et social. Il y a ceux qui sont très proches des pays de l'Europe occidentale comme la République Tchèque et puis il y a ceux qui sont plus éloignés. Alors là évidemment il y a des difficultés. Il faudra que ces pays fassent des efforts comme nous avons fait et nous continuons en Europe occidentale à faire des efforts pour nous adapter.

- Vous savez les efforts que fait la France par exemple, ou l'Allemagne, pour s'adapter aux exigences d'une monnaie unique sont des efforts très importants, de la même nature que ceux que les pays de l'Europe centrale ou orientale doivent faire pour s'intégrer à l'Union européenne. Il y a donc des efforts à faire mais pas vraiment d'obstacle.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous parlez d'une grande Europe unie, est-ce que d'après vous la Russie pourrait intégrer l'Union européenne et même l'OTAN, même dans un avenir très, très lointain et deuxièmement c'est la première fois que vous venez à Prague qu'est-ce qui vous a le plus surpris et frappé ?

- LE PRESIDENT.- D'abord ce n'est pas la première fois que je viens à Prague. Je suis venu plusieurs fois à titre privé à Prague, qui est une ville que j'aime beaucoup. Mon épouse également est venue depuis 1990 six ou sept fois à Prague, comme Présidente de l'Association du "Pont-Neuf". Moi c'est la première fois comme Président.

- Ce qui me frappe à chaque fois que je viens à Prague c'est la beauté de la ville. Le caractère ouvert et sympathique des habitants de Prague.

- Ce qui me frappe sur le plan politique et économique c'est l'extraordinaire révolution qui s'est produite en très peu de temps, en sept ans, je crois que c'est un exemple de ce point de vue. Pour l'adaptation des structures à une économie moderne et humaine. Cela c'est très impressionnant.

- Pour ce qui concerne la Russie, je ne crois pas qu'il soit dans la vocation de la Russie qui est à elle seule un continent, d'entrer, en tous les cas prochainement, dans l'Union européenne.

- En revanche, il y a deux ou trois choses qui sont essentielles : la disparition de la fracture entre nous, ce qui suppose un accord, une charte, un pacte, que la France propose depuis déjà un certain temps, entre l'OTAN et la Russie. De façon à ce que les réformes, la construction de

certain temps, entre l'OTAN et la Russie. De façon à ce que les réformes, la construction de l'Europe, aussi bien sur le plan économique que sur le plan de la sécurité ne soit pas ressentie par les Russes comme une agression ou comme une contestation, ou comme une humiliation. Cela est tout à fait capital.

- La deuxième réflexion c'est que l'Europe doit, la Russie est une très grande puissance, est un grand peuple, une grande nation, et l'Europe doit tout faire pour l'aider à surmonter les difficultés économiques qu'elle connaît actuellement car il est essentiel à la paix dans le monde qu'il n'y ait pas une Russie déstabilisée par des problèmes économiques ou sociaux.\

QUESTION.- Monsieur le Président vous avez parlé des malentendus économiques. Je voudrais savoir, c'est vrai que les Allemands étaient peut-être plus actifs dans le passé dans l'économie tchèque mais est-ce que ce n'est pas plus difficile maintenant pour les Français de venir quelques années après quand on a commencé les réformes ici, est-ce possible d'être compétitif avec les Allemands maintenant ?

- LE PRESIDENT.- Les faits parlent d'eux-mêmes. L'année dernière nos échanges ont augmenté de 30 % ce qui est très important. Ce qui pose d'ailleurs le problème du déséquilibre de nos échanges en faveur de la France. C'est un problème que nous avons évoqué hier avec le Président Havel et aujourd'hui avec le Premier ministre Klaus. Nous devons faire un effort à la fois pour augmenter nos échanges et pour équilibrer nos échanges. Nous en avons vraiment l'intention.

- Les hommes d'affaires et entrepreneurs français qui sont venus avec moi me disaient tout à l'heure qu'ils escomptaient tous développer leurs relations, leurs échanges, leurs investissements avec la République Tchèque. Je crois qu'il n'y a aucun problème pour nous pour augmenter ce courant d'échanges.

- Vous savez, on dit que nous sommes le cinquième investisseur. Cela est une apparence parce que cela est dû à la privatisation des télécommunications mais en réalité en situation économique la France est déjà le troisième investisseur en République Tchèque et j'encourage pour ma part fortement les entrepreneurs français à augmenter leurs investissements ici en République Tchèque. Il y a énormément de possibilités. Donc il n'y a pas de compétition avec l'Allemagne, il y a, je dirais même, complémentarité.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous savez que nos compatriotes ont quelque fois tendance à rendre l'Europe, telle qu'elle est, responsable de certains de leurs problèmes, en tout cas ils s'interrogent, vous venez d'expliquer que l'extension à l'Est va évidemment dans le sens de l'histoire, comment expliqueriez-vous en quelques mots à nos compatriotes justement que cette extension à l'est sert aussi l'intérêt des Français ?

- LE PRESIDENT.- Cette extension sert l'intérêt des Français dans deux domaines.

- D'abord, on l'oublie trop souvent, la paix, l'Europe c'est la paix. Quand on a passé plusieurs siècles à se battre, quand on voit ce qui se passe dans l'Europe non organisée, l'Ex-Yougoslavie, les Balkans, on comprend à quel point il est essentiel d'avoir une Europe organisée qui rejette toute possibilité de guerre. On le voit bien dans cette Europe centrale et orientale, avec les progrès considérables qui ont été faits, c'est bien dans le cadre de la construction d'une Europe qu'a pu être conclu l'accord entre l'Allemagne et la République Tchèque, l'accord historique. C'est bien dans le même esprit que la Hongrie et la Roumanie ont pu régler leur contentieux de frontière et de minorité. Cela a été pour eux aussi quelque chose de très difficile.

- C'est ça l'acquis européen et les Français doivent se rendre compte que, même s'il n'y a pas eu de guerre depuis un certain temps en Europe, en tout cas de guerre générale, ce n'est pas un acquis définitif, les hommes étant ce qu'ils sont, seule la construction européenne permettra d'implanter définitivement la paix sur notre continent c'est capital.

- Le deuxième élément c'est que nous sommes aujourd'hui dans un monde où l'essentiel de la croissance, même si nous sommes en période d'adaptation difficile à pour origine les échanges. Ce sont les échanges qui enrichissent. Plus l'Europe sera en mesure d'échanger entre elle des biens et des services et plus la richesse commune s'accroîtra, partout.

- Je sais bien qu'il y a des périodes d'adaptation difficile, c'est vrai, c'est vrai pour les pays d'Europe centrale et orientale mais il faut le faire. il faut le faire pour nos enfants.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a un mois dans les colonnes de notre journal et devant le peuple roumain et le Président Constantinescu vous avez assuré l'appui total de la France, de vous-même, pour l'entrée de la Roumanie dans l'OTAN. Vous avez fait de même pour la République Tchèque. Hier, la République Tchèque, à son tour par le Président Havel appuie l'entrée de la Roumanie et la Hongrie de son côté. Pour ne pas provoquer une grande déception, si la Roumanie n'était pas admise avec des conséquences géopolitiques importantes, ne pourrait-on pas lier l'entrée des quatre pays en même temps dans l'OTAN ?

- LE PRESIDENT.- La France a pris une position très claire, j'ai eu l'occasion de la réaffirmer au Président Havel et au Premier ministre Klaus, je l'ai dit tout à l'heure très clairement devant le Parlement, le Sénat et l'Assemblée tchèque, ceci étant la France naturellement n'a aucun moyen d'imposer son point de vue mais j'ai été heureux de constater qu'aussi bien la République Tchèque que la Hongrie considéraient que l'entrée de la Roumanie dans la première vague était tout à fait souhaitable et normale. Alors la France continue partout à essayer de faire triompher ce point de vue. Mais la décision finale appartiendra naturellement à l'ensemble des seize pays de l'OTAN. La France militera en faveur de la Roumanie.

- QUESTION.- Monsieur le Président, le Président Havel a dit récemment que la Russie ne doit pas dicter à l'OTAN ce qu'elle peut faire en matière d'élargissement est-ce que vous êtes d'accord avec lui ?

- LE PRESIDENT.- Naturellement mais je crois que depuis que le Président Havel, à juste titre, avait fait cette réflexion, les choses ont beaucoup évolué et que le problème n'est plus d'actualité. Nous avons aujourd'hui des discussions entre l'OTAN et la Russie qui s'inscrivent dans la préoccupation de faire une charte, un pacte, entre l'OTAN et la Russie. Donc, je le répète je crois que le problème évoqué par le Président Havel, à juste titre quand il l'a fait, n'est plus vraiment d'actualité.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez développé devant les parlementaires tchèques votre conception d'une Europe-puissance. Il y a aujourd'hui une crise en Albanie, êtes-vous satisfait de ce que l'Europe fait ou ne fait pas en Albanie, où en est-on de la mise en place de cette force, est-ce que le délai qui avait été évoqué par M. Prodi, d'une quinzaine de jours, est tenable, à votre avis ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez que la France a soutenu dans cette affaire l'action de l'Italie qui, je dirais, est la plus directement compétente et concernée. La France a répondu de façon positive aux demandes formulées par l'Italie. Nous avons fait tout ce que l'Italie nous a demandé.

- Naturellement nous avons indiqué que nous ne pourrions participer que dans la mesure où le Conseil de Sécurité adopterait une résolution en ce sens. Cela a été fait. A partir de là l'organisation s'est mise en place, sur le plan militaire sous le commandement d'un général italien et la France assumera toute ses responsabilités dans ce domaine. Je l'espère, je l'espère, dans un contexte de paix.

QUESTION.- Monsieur le Président avez-vous parlé de l'Euro avec le Premier ministre tchèque et avez-vous le sentiment qu'il est revenu sur certaines de ses réticences vis-à-vis de la monnaie unique ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons parlé avec M. Vaclav Klaus de l'Euro et je n'ai pas senti chez lui de réticences particulières. Naturellement le problème de l'adhésion de la République Tchèque à la monnaie unique n'est pas un problème immédiat, ni d'actualité mais sur le principe je n'ai senti chez lui aucune réticence. Il vaudrait mieux le lui demander à lui.

- QUESTION.- Ce matin vous avez, ensemble avec le Premier ministre Klaus, constaté que la date de l'adhésion de la République Tchèque en l'an 2000 serait raisonnable mais que quelques temps avant, Monsieur le Premier ministre Klaus, a dit que la République Tchèque n'avait pas l'intention de frapper à la porte à Bruxelles. Vous avez réussi à le persuader ?

- LE PRESIDENT.- Personne ne demande au Premier ministre Klaus d'aller frapper à la porte, n'est-ce pas, la porte est ouverte, il n'y a pas besoin de frapper.

- Il y a une négociation, cette négociation doit commencer je l'espère, en début de l'année prochaine dans la mesure ou la Conférence Intergouvernementale, la réforme des institutions

pourrait être acquise au sommet d'Amsterdam au mois de juin. Et à ce moment-là, les négociations se dérouleront & j'ai eu le sentiment que M. Klaus était favorable à l'idée qu'en l'an 2000 la République Tchèque soit membre. D'ailleurs quand j'ai dit le mot raisonnable, que vous évoquiez tout à l'heure, il a repris à son tour le même mot il a dit oui raisonnable.\

QUESTION.- Quels sont les écueils que l'on peut craindre sur la réforme de l'OTAN à Madrid.

- LE PRESIDENT.- Moi je suis tout à fait optimiste pour le sommet de Madrid. Quels sont les problèmes ?

- Il y a un problème de réforme générale, je crois que ce problème évolue normalement et que la réforme pourra être terminée pour Madrid.

- Deuxièmement, il y a un problème particulier à la France, est-ce que la France va rentrer dans l'Organisation Militaire Intégrée ou non. La réponse ne peut pas être donnée aujourd'hui, parce que les négociations se font actuellement avec les Américains, dans le meilleur esprit. Il n'y a pas de problème, il y a une discussion, si la réforme de l'OTAN permet à l'Europe d'assumer une responsabilité permettant de définir une identité européenne de défense, alors la France est toute disposée à adhérer. Si au contraire, - pour des raisons que je comprends parfaitement et qui ne posent, je le répète, aucun problème entre les Etats-Unis et la France - les Américains entendent conserver la maîtrise complète de l'OTAN, la France restera dans sa situation actuelle. C'est un problème français, il n'y a là pas de difficulté particulière.

- Troisièmement, il y a l'élargissement. Cet élargissement, son principe est décidé, il se fera à Madrid. Le problème est de savoir s'il y aura seulement trois pays, la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque ou s'il y en aura quatre ou cinq. Et vous le savez, la France souhaite qu'il y en ait au moins quatre, avec la Roumanie. Elle souhaite aussi que le principe de l'élargissement à l'ensemble de l'Europe pour l'OTAN, soit retenu. Je sais que les autorités américaines réfléchissent à ces problèmes qui impliquent la solution de certaines difficultés, notamment financières. Mais moi je suis très optimiste pour Madrid, ce sera un sommet réussi.\

QUESTION.- Monsieur le Président, j'aimerais vous demander si le Premier ministre slovaque qui s'est rendu récemment en France vous a convaincu que vous devriez soutenir la Slovaquie dans sa vocation européenne ?

- LE PRESIDENT.- J'ai reçu le Premier ministre slovaque il y a quelques jours, et il n'a pas eu besoin de me convaincre de soutenir la vocation européenne de la Slovaquie, j'étais tout à fait convaincu. Je suis naturellement favorable à la vocation européenne de la Slovaquie, je vous l'ai dit, je souhaite une Europe qui regroupe la totalité des pays qui la composent.. On ne peut pas avoir, à terme, une Europe avec des trous. Et donc je souhaite que la Slovaquie, qui a des efforts à faire pour s'adapter, mais qui est déterminée à les faire, puisse être le plus vite possible présente au rendez-vous européen.\

QUESTION.- Est-ce que vous parlez avec vos interlocuteurs du fait qu'il n'y aurait pas de conclusion de la CIG au sommet d'Amsterdam. C'est-à-dire, est-ce qu'ils comprendraient que si les conclusions n'étaient pas satisfaisantes, notamment pour l'avenir des institutions, il faudrait retarder les élargissements ?

- LE PRESIDENT.- Nous en parlons, naturellement. Vous savez que je suis d'un naturel optimiste et moi je pense que nous allons avoir de plus en plus de difficultés et puis tout d'un coup les choses vont se régler et nous terminerons à Amsterdam. Voilà, peut-être est-ce un vœu plus qu'une réalité, mais voilà comment je vois les choses, donc je considère qu'Amsterdam devrait réussir. J'observe d'ailleurs que nos principaux partenaires sont très déterminés aussi, à commencer par le Premier ministre hollandais, Président.

- Nous en parlons avec nos partenaires, c'est vrai, qu'ils disent : "mais cela n'a pas d'importance si la CIG n'est pas conclue, il faut néanmoins faire l'ouverture, mais je leur explique que cela n'est pas très réaliste, parce que ce n'est ni leur intérêt ni le nôtre. Si nous avons une Europe paralysée ce ne sera pas un acquis, ce ne sera pas un avantage, donc il y a intérêt à ce que les problèmes institutionnels de l'Europe soient réglés avant d'ouvrir, c'est la décision unanime prise par les quinze, et je crois qu'en réalité nos partenaires le comprennent parfaitement, et comprennent que c'est aussi leur intérêt d'entrer dans une Europe qui soit capable de leur rendre les services

qu'ils souhaitent.

- Je vous remercie.\